

Lancer une enquête publique, est-ce utile ?

Jusqu'au 15 juillet, les citoyens qui le souhaitent peuvent s'exprimer sur les engagements pris par les différentes autorités du pays.

MATHIEU COLINET
LUDIVINE PONCIAU

Un plan qui détaille comment la Belgique – les Régions et le fédéral – se propose d'atteindre ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique d'ici à 2030. Voilà comment on peut définir au

plus près le plan national énergie-climat (PNEC). Le travail pour finaliser ce dernier progresse. Mardi, l'enquête publique en ligne a été lancée. Durant six semaines, jusqu'au 15 juillet, cette consultation donne l'occasion aux citoyens et aux parties prenantes de s'exprimer sur les engagements pris par les

différentes autorités du pays. Celles-ci pourront ensuite adapter leurs projets et soumettre ensemble, d'ici la fin décembre, un plan national final à l'Europe. Le plan vise à la fois des objectifs ambitieux et des mesures concrètes réunies autour de cinq thèmes clés correspondant aux cinq dimensions de l'Union européenne de l'énergie : décarbonisation (réduction des émissions de gaz à effet de serre et développement des énergies renouvelables), sécurité d'approvisionnement, marché intérieur de l'énergie, efficacité énergétique et, enfin, recherche, innovation et compétitivité.

« La démarche est positive mais sa forme pose quelques questions »

Noé Lecocq

Noé Lecocq est chargé de mission à Inter-Environnement Wallonie. Il traite de matières comme le climat, l'énergie et la mobilité.

ENTETIEN

MATHIEU COLINET

Demander l'avis des citoyens sur les engagements à prendre par la Belgique en matière d'énergie et de climat est une bonne chose, juge Noé Lecocq. Mais peut-être aurait-il fallu le faire plus tôt selon lui.

Sur le principe, que pensez-vous de la consultation en ligne des citoyens

sur les engagements à prendre par rapport au plan national énergie climat ?

D'une façon générale, le processus de consultation et de participation citoyenne est positif, nous le soutenons largement au niveau des ONG environnementales et nous y participons. Donc, pour nous, cette démarche est positive et nécessaire.

Comment jugez-vous, dans sa forme, l'enquête mise en ligne ?

On a tout de même quelques questionnements. Dans cette enquête, il y a deux parties : une première qui appelle des commentaires généraux sur les différentes

composantes du plan national climat énergie (wallon, flamand, bruxellois, fédéral) et une seconde autour d'un questionnaire à choix multiples. Cette seconde partie est plus interpellante. Elle porte sur les choix individuels que les citoyens seraient prêts à faire et pas du tout sur les projets de plan national climat énergie. C'est donc un peu comme si l'objet de ce plan était absent de ces questions alors qu'il s'agit précisément d'une consultation sur ce plan. Une telle démarche n'est pas forcément inintéressante, elle aurait pu être intéressante à

lancer il y a un an peut-être et dans le cadre, non pas d'une consultation publique, mais d'un sondage rigoureux ayant l'ambition de donner un reflet des « affinités » de la population en matière d'engagement climatique. Sur cette base-là, les administrations, les cabinets ministériels auraient pu construire une première ébauche de plan. Ici, le processus a été différent : la première ébauche est venue de l'administration, des cabinets mais plutôt que de consulter sur celle-ci, d'obtenir un feed-back, c'est un peu comme si on repartait de zéro en disant aux citoyens : « Oui, mais tiens, au fond, vous les citoyens, vous êtes prêts à faire quoi ? » En outre, le tout est un peu lacunaire. Il y a des questions sur la mobilité, l'énergie mais rien sur l'alimentation, l'agriculture, l'industrie... C'est donc une vision assez étroite qui témoigne peut-être de l'état de la réflexion au sein des cabinets mais qui ne donne pas à penser que le plan sera extrêmement ambitieux en fin de compte.

Craignez-vous que l'apport de la consultation en ligne soit noyé dans les discussions qui suivront jusqu'à l'adoption du plan ?

Cela peut être une crainte. Cela va dépendre de ce que feront les cabinets du résultat de la consultation, de leur bonne volonté. C'est pour cela, je pense, qu'il aurait pu être intéressant, au préalable, d'avoir une idée de ce que les citoyens étaient prêts à faire en matière de choix personnels grâce à une étude sé-

rieuse sur la base d'un échantillonnage précis. Ici, on n'aura que l'avis des citoyens qui auront décidé de participer.

« Utile, même dans une société qui n'est pas encore mûre »

Hugues Goose

Professeur de climatologie à l'Université catholique de Louvain et directeur de recherches au FNRS. Ses travaux portent entre autres sur l'étude des changements climatiques passés et futurs.

ENTRETIEN

LUDIVINE PONCIAU

Pour le climatologue, cette consultation publique permet de sortir de l'inertie et de conscientiser les citoyens.

Que vous inspire cette consultation ?

Ça permet de se rendre compte que des changements sont possibles mais aussi du temps nécessaire pour qu'ils arrivent. L'autre

intérêt, en plus de demander aux gens leur avis, c'est de voir quelles sont les options disponibles. En tant que climatologue, je pense qu'il est important de comprendre que les choses doivent changer rapidement même si l'inertie du système climatique fait qu'il est difficile de mesurer l'impact de ce qu'on fait maintenant.

Sonder les citoyens permet donc de savoir ce qu'ils sont exactement prêts à faire (ou non) pour le climat ?

Oui, je le crois. Ça donne une direction politique. C'est peut-être malheureux à dire, mais je suis convaincu que tous les partis, à un moment ou un autre, vont se rendre compte qu'ils doivent faire quelque chose. Que les changements doivent être majeurs. Dans dix, quinze ou vingt ans, tout le monde regardera en arrière et se demandera pourquoi on n'a pas agi plus tôt. Bien sûr, il y a toujours des climatosceptiques – certains sont même célèbres et sont à la tête de pays –, mais, globalement, on est tous arrivés à la conclusion que le climat est en train de changer.

Les élections ont démontré que la

Belgique est fracturée politiquement et même géographiquement sur les questions environnementales...

Je pense néanmoins qu'il est utile de se doter d'un outil et de pouvoir se dire qu'on peut à tout moment l'utiliser. Les décideurs politiques pourraient s'en servir par exemple si une catastrophe naturelle survient et qu'ils décident d'agir. Même si l'urgence n'est pas toujours bonne conseillère... Et même si ces propositions sont laissées sur la table du gouvernement, même si ce n'est pas pour tout de suite, au moins, elles sont prêtes pour quand la société sera mûre. En attendant, on informe les gens.

C'est une occasion de plus d'enfoncer le clou ?

On a créé une vague de conscientisation en Belgique mais qui n'a pas tout à fait eu l'impact espéré. C'est déjà une démarche constructive que de réfléchir à ce que veulent les citoyens. C'est mieux que de dire « ne faisons rien, ça ne sert à rien ».

Si on regarde l'historique des mouvements, on a une action, puis deux, puis une déception. Il y a des vagues où on a l'impression d'avancer puis de reculer, mais, au final, le changement vient quand même. Moi, je n'ai aucun doute sur le long terme. Si on décide d'agir sur la pollution atmosphérique à Bruxelles en prenant des mesures drastiques, en trois jours, on sentira déjà un effet immédiat à l'échelle de la pollution bruxelloise. Mais le climat, c'est plus compliqué. C'est global. Ça prend du temps.